

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 19/09/5.1

SEANCE DU 23 SEPTEMBRE 2019
L'AN DEUX MILLE DIX NEUF ET LE VINGT TROIS SEPTEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	26	6	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

REPRESENTE(S) :

Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, Geneviève BARBIER, Dominique RIGHI, Michel OLLAGNIER, Stanislas ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

Secrétaire de séance : Julien ROCCHIA

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> :	<u>BLANC(S)</u> :	

OBJET : Convention de mise à disposition des services de la Métropole TPM auprès de la commune d'Ollioules

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la transformation de la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM) en Métropole au 1^{er} janvier 2018 a entraîné le transfert de nombreuses compétences communales.

Conformément aux dispositions des articles L 5211-4 et L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les moyens matériels et humains affectés aux compétences devenus métropolitaines sont de plein droit transférés à TPM.

Toutefois, une partie de ces moyens peut demeurer nécessaire à la mise en œuvre des activités qui sont restées de compétence municipale.

Monsieur le Maire précise que dans l'intérêt d'une bonne organisation des services de chacune des collectivités et d'une continuité du service public, il a été nécessaire de pallier

les conséquences des transferts d'agents et de matériels communaux vers la Métropole en mettant les services de la Métropole à la disposition de la Ville, si nécessaire.

L'article L 5211-4-1-III du CGCT dispose :

« Les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services. »

La convention jointe à la présente délibération a pour objet de régler les conditions et les modalités selon lesquelles la Métropole met à la disposition de la Ville certains de ses services pour l'accomplissement de missions de compétence communale dites « missions mutualisées ».

Ces missions font l'objet d'annexes qui détaillent :

- la dénomination des services ou parties de services TPM mis à disposition de la Ville,
- la nature des missions ainsi que leur fréquence d'intervention, qualité, quotité,
- le nombre d'agents concernés par la mise à disposition,
- à titre indicatif, l'estimation du temps d'intervention en nombre d'ETP et le profil de l'équipe d'intervention (catégorie).

La convention est valable pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction après la réalisation d'un bilan global de fonctionnement du dispositif mis en place.

Par ailleurs, la convention fixe d'une part, les modalités de mise à disposition du service, la Métropole s'engageant à respecter le niveau de service attendu par la Ville, et d'autre part, le régime financier.

Il est précisé que les mises à jour des annexes sans incidences financières feront l'objet d'un modificatif par accord des parties échangé par courrier, toute autre modification faisant l'objet de délibérations concordantes.

Une instance de suivi est mise en place et composée paritairement de représentants de la Ville et de la Métropole intervenant dans la mise en œuvre des conventions de mise à disposition de service.

Cette instance se réunit chaque année afin :

- de réaliser un bilan d'activité annuel de la mise en œuvre de la présente convention,
- de confirmer ou modifier le dispositif (périmètre des missions, niveau de service, ...),
- d'examiner les éventuels impacts financiers le cas échéant,
- d'être force de proposition pour améliorer la réorganisation des services.

L'ASSEMBLEE,

Vu le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole TPM,

Vu l'article L 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis du Comité Technique,

Vu l'intérêt d'une bonne organisation des services de chacune des collectivités et du maintien de la qualité du service public rendu,

Vu le projet de convention annexé,

Considérant la nécessité d'une bonne organisation des services de chacune des collectivités et d'une continuité du service public,

Considérant que la mise à disposition de services métropolitains concerne expressément ces services et missions exercés,

Considérant qu'il y a lieu, dans les conditions susvisées, de signer ladite convention,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE l'exposé qui précède.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition auprès de la Ville des services de la Métropole TPM, dans les conditions et pour la durée qui y sont définies.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



Envoyé en préfecture le 27/09/2019

Reçu en préfecture le 27/09/2019

Affiché le

ID : 083-218300903-20190923-DELIBE23091951-DE